



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

### situation politique en Algérie

Question au Gouvernement n° 1734

#### Texte de la question

#### SITUATION POLITIQUE EN ALGÉRIE

**Mme la présidente.** La parole est à M. Vincent Ledoux.

**M. Vincent Ledoux.** Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, l'Institut du monde arabe propose en ce moment à Tourcoing une superbe exposition intitulée *Photographier l'Algérie*. Elle entre, par l'intimité des regards anonymes, dans cette histoire mêlée qui fut celle de la France avec l'Algérie, sous la forme d'un dialogue des cultures, nécessaire et toujours renouvelé. Elle interroge notre histoire, mais nous projette inéluctablement dans l'actualité immédiate.

L'Algérie connaît aujourd'hui une crise politique. Sous la réserve du respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain, nous ne pouvons toutefois nous empêcher d'être préoccupés par ce qui s'y déroule actuellement, tant pour l'Algérie elle-même, que pour la France, en raison de l'importance de nos relations. Une inquiétude partagée au plus haut sommet de l'État, puisque vous avez souhaité rappeler temporairement à Paris notre ambassadeur, afin d'évaluer avec lui la situation et mobiliser la cellule diplomatique.

Notre proximité avec le peuple algérien et l'Algérie est grande. La communauté algérienne est très présente chez nous, puisqu'elle compte 900 000 immigrés et plus de 2 millions de Français d'origine algérienne. Plus de 40 000 de nos compatriotes vivent aujourd'hui sur le sol algérien, et plusieurs centaines de milliers de binationaux vivent sur l'une ou l'autre des deux rives de la Méditerranée.

Voisine du Mali, du Niger et de la Libye, l'Algérie occupe une place stratégique. Une déstabilisation de l'Algérie ferait planer des risques sécuritaires dans tout le Maghreb, mais aussi au Sahel, où les frontières sont poreuses et la menace terroriste très élevée.

Ma question, monsieur le ministre, est double. Le Gouvernement anticipe-t-il, et dans quelle mesure, une éventuelle hausse des flux migratoires de l'Algérie vers la France ? Quelles actions conduit-il pour stabiliser cette région clef dans la lutte antiterroriste mondiale et pour conforter l'Algérie dans ce rôle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.** Vous avez tout à fait raison de rappeler les liens forts et multiples unissant l'Algérie et la France, en particulier l'importance de la communauté algérienne en France. Tout ce qui se passe en Algérie a des implications dans notre pays. Vous avez également raison de souligner la position stratégique de l'Algérie, à la fois en Méditerranée et sur le continent africain, où elle touche la Libye et le Sahel. Nous prenons toutes nos responsabilités dans ces régions, essentielles pour notre propre sécurité. Vous avez fait part de votre inquiétude sur les flux migratoires avec l'Algérie, mais ceux-ci

sont stables et maîtrisés, le Gouvernement y accordant une importance toute particulière.

Je l'ai dit il y a un instant, je constate comme vous l'importance des manifestations et de la protestation populaire qui se sont déployées depuis la décision du président Bouteflika de déposer sa candidature à un nouveau mandat. Les manifestations sont restées pacifiques, les forces de sécurité y ayant apporté une réponse mesurée. Je souhaite vraiment que cet esprit de responsabilité perdure et que le peuple algérien trouve les voies de sortie de cette crise.

Nous souhaitons que le processus électoral se déroule dans de bonnes conditions, avec toute la transparence et la sérénité nécessaires. Vous avez raison, il s'agit d'un moment essentiel pour l'histoire de l'Algérie, ce pays devant trouver l'impulsion nécessaire pour faire face aux défis qui se trouvent devant lui et pour répondre aux aspirations profondes de son peuple et de l'ensemble des Algériens. C'est dans cet esprit que nous apprécions aujourd'hui la situation. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-Agir et MODEM, ainsi que sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Vincent Ledoux](#)

**Circonscription :** Nord (10<sup>e</sup> circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1734

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [7 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 mars 2019](#)